

COMMISSION DE LA CEMAC

Visages et chantiers de l'année 2018



- *Le nouveau gouvernement de la Commission, mis en place le 31 octobre 2017 à l'issue du dernier sommet extraordinaire des chefs d'Etat à N'djamena, démarre sa première année de travail.*
- *Portraits et défis des six commissaires qui tiennent le gouvernail de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.*

Pages 6 - 7



Viviane Ondoua Biwole/Célestin Tawamba

Regards croisés sur le budget de l'Etat en 2018

Pages 8 - 9

Ordinateurs de Paul Biya aux étudiants Plus de 25 milliards de surfacturation

Page 11

Arrestations mystérieuses

Page 4

Ayuk Tabe comme Guérandi

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT
UNDER THE PATRONAGE OF THE PRIME MINISTER HEAD OF GOVERNMENT

Vivez la 5^{ème} édition du Salon international de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Yaoundé

Yaoundé, Palais des congrès: du 23 au 29 Avril 2018

Info line : (237) 696 03 57 25 / 677 69 19 25 / 222 02 64 87 - Email: info@sialy.net site web : www.sialy.net



FIAC

FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA
DU 24 MARS AU 8 AVRIL 2018
AU COMPLEXE GANTEL DOUALA - REPANDA

SOUSCRIPTIONS : CONDITIONS SPÉCIALES JUSQU'AU 31 JANVIER 2018

La fête du commerce

Mieux Vendre • Mieux Consommer
A new trade hub

CONTACTEZ-NOUS:

222 214 415 / 675 293 591 / 699 93 95 88

Email : info@integraprog.org - www.fiacdouala.org - FIAC Douala



Fiche de présentation

Alain Symphorien Ndzana Biloa
Sauvons l'impôt pour préserver l'État



Avis éditeur

Un essai aux références juridiques pointues, qui étaye principalement la problématique de l'essoufflement du pouvoir fiscal des États.

Extrait

« Le pouvoir fiscal d'un État suppose la présence de trois éléments : (1) une administration fiscale (2) chargée de percevoir des impôts (3) dans le cadre d'une légalité appartenant à l'ordre juridique dont elle dépend ». De nos jours, l'essoufflement de ce pouvoir se manifeste à travers les difficultés qu'éprouvent de plus en plus les États à mobiliser les ressources nécessaires pour la couverture des dépenses publiques. Il est perceptible à travers l'hémorragie fiscale causée par plusieurs facteurs. Cependant, compte tenu de leur spécificité, certains d'entre eux comme les paradis fiscaux, le secteur informel et l'économie numérique ont fait l'objet d'un traitement particulier.

Résumé

Alors que la notion d'État reste indissociable de celle de souveraineté, l'adhésion aux différentes organisations internationales telles que l'ONU pose la question de la reconnaissance, de l'autolimitation et du partage de la souveraineté. La coopération multilatérale qui en résulte ambitionne de couvrir tous les domaines (politique, économique et social). En matière de fiscalité, cette coopération internationale débordée par la globalisation de l'économie, est minée par la concurrence à laquelle se livrent les juridictions fiscales.

La mise en place d'une fiscalité globale subsidiaire adossée à une organisation intergouvernementale universelle permettrait-elle de coordonner efficacement l'ensemble ? C'est en tout cas le parti pris de l'auteur. L'ouvrage s'articule ainsi autour de trois chapitres : le premier présente les causes de l'érosion du pouvoir fiscal de l'État, le second donne un aperçu des mesures prises par les États pour contenir ce phénomène et le troisième porte sur la proposition de réforme du système fiscal international.

Alain Symphorien NDZANA BILOA est Inspecteur Principal des Impôts, lauréat de l'École Nationale d'Administration et de Magistrature de Yaoundé, République du Cameroun. Pendant une dizaine d'années, il a travaillé comme Inspecteur - Vérificateur dans plusieurs structures de la Direction Générale des Impôts du Cameroun. Il a notamment été Chef d'équipe de vérification des entreprises industrielles à la Direction des Grandes Entreprises pendant six ans. Il est également auteur de l'ouvrage intitulé « La fiscalité, levier pour l'émergence des pays africains de la zone franc : le cas du Cameroun », publié à Paris en janvier 2016.

Détails du livre

Pages : 328

Genre : Essai

Parution : 12 janvier 2018

ISBN : 978-2-7547-3888-0

Prix : 21,90€

Distributeur : Hachette Livre

Mots clés

Impôt, L'État, Gouvernement, Souveraineté, Société, ONU, Défense, Sécurité, Pouvoir fiscal, Administration, Législation Fiscale, Globalisation de l'économie, Coopération

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

2018, Vera... L'Afrique

Les bonnes nouvelles sont rares. Voilà pourquoi, en ce début d'année, on peut se gargariser d'en entendre une. Elle vient de Vera Songwe. Pour elle, les auvents du continent sont entachés d'une belle fêlure d'optimisme. «L'Afrique a beaucoup avancé ces dernières années en matière d'intégration à l'échelle continentale. L'année 2017 a confirmé cette tendance et marqué une inflexion pour qu'en 2018 l'Afrique retrouve un environnement économique plus fort, plus stable», a affirmé, le 03 janvier dernier, dans les colonnes de Jeune Afrique, la Secrétaire générale de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Deux phrases dans lesquelles les mots tiennent pour ce qu'ils insinuent : dès cette année, un carnet rose devra surgir des marges de la crise économique en faveur de l'Afrique. Par un hasard dont elle a le secret, cette actualité a remis au goût du jour un livre paru en 2014 chez Larousse. C'était sur les ondes de Radio France Internationale (RFI) la semaine dernière. Signé Sylvie

Brunel (professeure des Universités à Paris-Sorbonne), le document intitulé «L'Afrique est-elle si bien partie ?», répond que le continent n'est pas dans la situation aussi favorable qu'on le prétend trop hâtivement. «Non, l'Afrique n'est pas si bien partie. Elle connaît certes une embellie, des succès, des redressements spectaculaires. Mais la vérité c'est que de vraies réussites s'individualisent en tâches de léopard sur une toile de fond qui reste celle du sous-développement et de la précarité. Il faut dire la vérité : l'Afrique, ce n'est toujours que 1,6 % du PIB mondial (4,5 % en parité du pouvoir d'achat) !» Tel est, un peu sèchement résumé, le constat sans complaisance de Sylvie Brunel. Ce faisant, l'ancienne présidente de l'ONG internationale «Action contre la Faim» prend le contre-pied du discours dominant et simpliste sur l'«émergence africaine». L'auteure dit «rétablir le balancier en son milieu, entre l'afro-pessimisme désespérant des années 1990 et l'afro-optimisme naïf des années 2000».

Jean-René Meva'a Amougou

Il ne fallait plus que cela pour faire débat. D'un côté la «descendance intellectuelle» de René Dumont (auteur de «L'Afrique noire est mal partie», 1962) et, de l'autre, la génération des afro-optimistes. Dans ce duel de grandes gueules, on connaît la position de la première: «L'Afrique est maudite parce qu'elle dépend en gros des matières premières», ne cessent de rabâcher certains «mandarins». Comme il y a un peu plus d'un demi-siècle, leur prose est structurée comme le diagnostic d'une maladie dont les causes sont uniquement connues des aides-soignants européens et ignorées des médecins africains. Comme il y a longtemps, cette prose-là risque de faire des ravages, si en face il n'y a pas du répondant. La réponse de Vera Songwe sonne pourtant comme un airain et une invite. «Il faut arrêter de parler de malédiction et nous concentrer sur les problèmes structurels de nos économies», ajuste la Camerounaise. Elle explique que les économies

du continent sont devenues aujourd'hui bien trop complexes pour être résumées à la question des matières premières. Sur le champ, la Secrétaire générale de la CEA se sert d'éléments factuels. Selon elle, une quarantaine de pays africains ont enregistré une croissance positive durant la période de crise... «L'Afrique, dans son ensemble, a bien mieux géré la crise que d'autres continents. Le commerce intra-africain a plus que doublé depuis 2000 pour représenter aujourd'hui 18% des échanges commerciaux du continent. Le défi reste de diversifier les économies», pense-t-elle. De façon ramassée, c'est cela! Et puis, il faut rappeler à tous les agitateurs de spectres que «si elle (l'Afrique) n'était pas confrontée à des problèmes de paix et de sécurité, elle serait capable de se nourrir elle-même». Encore que Achille Mbembé est direct sur le sujet: «L'Europe est responsable de cette tragédie de plusieurs points de vue» (1).

(1)Propos recueillis en octobre 2013 à Paris par Jacques Bonane

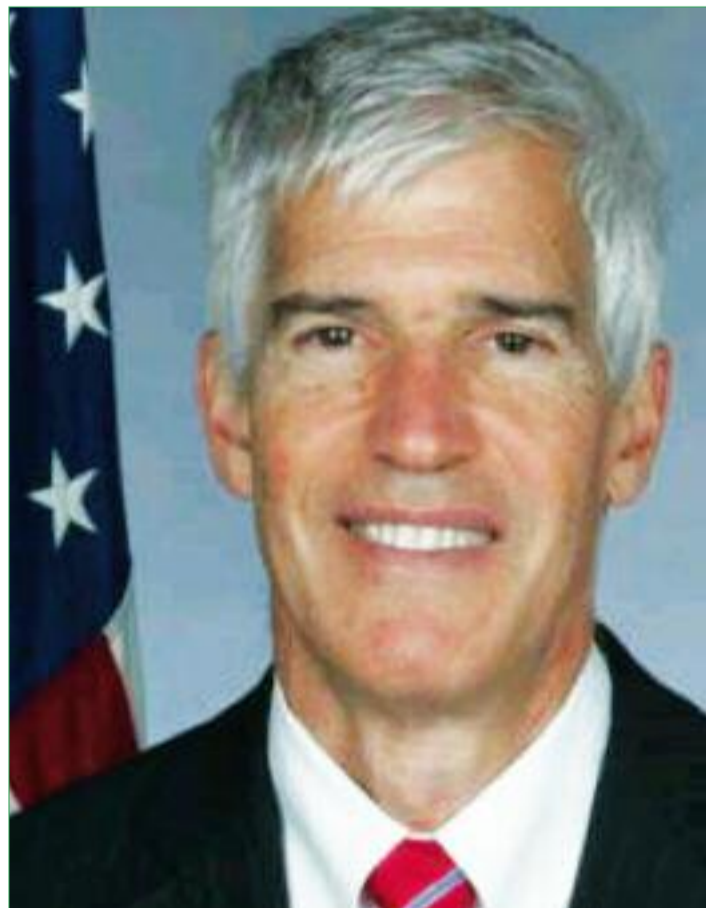
JRMA

AGENDA ÉLECTORAL

Washington met la pression sur Biya

Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun promet d'«œuvrer pour la tenue des élections crédibles et transparentes» cette année.

S.E. Peter Henry Barlerin était l'hôte de Marcel Niat Njifendji le 11 janvier dernier. Au sortir de l'audience que lui a accordée le président du Sénat camerounais, l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun a déclaré que son pays est prêt à fournir un appui au Cameroun pour l'organisation des scrutins que le pays va organiser en 2018. Pour les habitués des sorties médiatiques de l'actuel plénipotentiaire de Washington au Cameroun, ses récents propos résonnent comme un ramassé de ce que ce dernier avait développé quelques jours auparavant. Cette fois-là en effet, le successeur de Michael S. Hoza à Yaoundé s'était confié au quotidien à capitaux privés camerounais La Nouvelle Expression. «Nous allons œuvrer pour la tenue des élections crédibles et transparentes. Cette année, le Cameroun va organiser des élections présidentielles, les élections sénatoriales et les élections locales. Nous envisageons apporter notre soutien aux enrégistresments, dans l'espoir que le Cameroun fera, dans la mesure du possible, une bonne échéance électorale. Avec la coopération du gouvernement du Cameroun et de la société civile, nous voulons aider le processus pour qu'il soit crédible, que les élections se déroulent dans la paix et qu'elles soient un succès. Nous souhaitons augmenter le nombre d'inscrits sur les listes électorales, pour que les



S.E. Peter Henry Barlerin: la voix de Washington au Cameroun

gens puissent voter», débattait-il dans les colonnes du journal paru le 04 janvier 2018. Par le truchement de cette interview, S.E. Peter Henry Barlerin réitérait la promesse faite (le même jour) au président Paul Biya par le Corps diplomatique accrédité au Cameroun.

Ce n'est pas gratuit...

«C'est le propre du style diplomatique», analyse l'internationaliste Kévin Bayiga. Il appuie: «Généralement, les déclarations d'un diplomate sont directement liées à sa pratique et à l'étendue de ses ressources : si-

milarités avec d'autres situations, qualité de son information... Car décrypter et s'adapter à des situations changeantes est constitutif de ce métier». Sur cette base, il est certain que S.E. Peter Henry Barlerin a eu vent de la position de ses prédécesseurs à Yaoundé, par rapport aux élections au Cameroun. «Le scrutin présidentiel surtout», croit savoir Marcel Moundi Belle, socio-politiste. Sur ce chapitre, on se souvient que dans un rapport commis en 2009, Janet Elisabeth Garvey (ancienne ambassadrice des Etats-Unis au Cameroun) avait affirmé que «le droit des citoyens de changer leur gouvernement a régulièrement été violé par des élections entachées d'irrégularités». De l'avis des analystes, cela sonnait comme une non-reconnaissance de la victoire de Paul Biya en octobre 2004. En 2011 aussi, les Etats-Unis s'étaient prononcés au lendemain d'un autre scrutin consacrant - une fois encore - Paul Biya: «Le jour du scrutin, nos observateurs ont noté des incohérences et des irrégularités à tous les niveaux, ainsi que des difficultés techniques de la part d'Elecram (Elections Cameroon) dans l'administration de l'élection», avait estimé, dans les colonnes de Jeune Afrique, Robert Jackson, alors ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun. Pour Kévin Bayiga, même si les mêmes réserves sont valables pour les autres scrutins, «il est fort probable que c'est davantage la présidentielle qui charrie autant de bienveillance de la part des Etats-Unis».

LE CHIFFRE

08

C'est le nombre de filières pour lesquelles le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'ambassade de France au Cameroun attribue des bourses à des étudiants camerounais souhaitant poursuivre leurs études en France cette année. Il s'agit des filières santé, environnement et climat, biodiversité et conservation, développement durable, océanographie et littoral, géomatique et télédétection, gouvernance (droit, sciences politiques...) et développement culturel. Ces bourses sont attribuées pour des séjours de recherche doctorale et plus exceptionnellement pour des masters. En 2018, les bourses de niveau doctorat seront attribuées principalement dans le cadre de partenariats avec les instituts de recherche français.

L'HOMME

S.E. MEDHAT K. EL-MELIGY



L'ambassadeur d'Egypte au Cameroun vient d'allonger la liste des diplomates africains prêts à servir de passerelle entre le Cameroun et leurs pays dans le cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2019. A Yaoundé le 11 janvier

dernier, ce diplomate est allé le signifier au ministre camerounais de la Communication, Issa Tchiroma Bakary. «Nous avons échangé sur plusieurs sujets d'intérêts communs aux deux pays. Notamment sur l'organisation de la Can Total 2019, pour laquelle l'Egypte s'est engagée à plusieurs reprises à soutenir le Cameroun. Nous sommes sûrs que le Cameroun organisera une Coupe d'Afrique des nations impressionnante et réussie sur tous les plans. C'est pourquoi, nous avons parlé des stratégies pour emmener le pays organisateur à dépasser quelques problèmes techniques. Ceci avec l'apport de la radio et de la télévision égyptienne», a-t-il déclaré à sa sortie d'audience.

L'AGENDA

15 JANVIER 2018

Clôture à l'ambassade de France à Yaoundé du dépôt des dossiers de candidature pour la campagne de recrutement 2018-2019 aux formations aboutissant aux Diplôme de formation médicale spécialisée (DFMS) et Diplôme de formation médicale spécialisée approfondie (DFMSA).

16 JANVIER 2018

Début à New York (Etats-Unis) de la rencontre entre le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies et les pays fournissant des contingents aux missions de maintien de la paix dans le monde. Des officiels diplomatiques et militaires camerounais sont attendus à ces assises.

22 JANVIER 2018

Ouverture à Addis - Abéba (Ethiopie) de la 30ème session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Unité Africaine (UA). Placé sous le thème : « Remporter la lutte contre la corruption : une voie durable pour la transformation de l'Afrique », le conclave va s'étendre jusqu'au 29 janvier 2018. Il est aussi prévu au cours de ce sommet la 35ème session ordinaire du comité des représentants permanents du 22 au 23 janvier. Par ailleurs, le conseil exécutif de l'UA tient sa session les 25 et 26 janvier prochain. Les chefs d'Etat se retrouvent les 27 et 28 janvier 2018 pour la clôture.

Jean-René Meva'a Amougou

Qu'est-il véritablement arrivé au leader sécessionniste ? Le peuple se perd en conjecture face au silence des autorités de Yaoundé. L'opinion locale s'abandonne dans un boulevard de spéculations pour meubler le temps qui passe.

Qu'advient-il à Sisiku Ayuk Tabe et ses congénères annoncés aux arrêts au Nigéria? La question taraude les esprits au Cameroun, d'autant que l'information de l'arrestation n'est pas confirmée jusqu'ici par des sources officielles des deux pays. L'affaire de l'arrestation du président de la République d'Ambazonie et neuf de ses compères dans un hôtel d'Abuja trouve un écho retentissant au sein de la sphère médiatique et autres cénacles politiques à Yaoundé comme à Abuja. Dans les capitales des deux pays, les autorités enfourchent le discours sécuritaire et restent silencieuses.

Et du coup, l'échelle d'analyse des faits et de leurs incidences probables sur la crise anglophone ne cesse de s'agrandir au sein de l'opinion locale. «Parce que rien de renversant ou d'apaisant n'a été entendu jusque-là, on ne peut véritablement pas s'affranchir de suppositions», avance Tih Edmond, conseiller au sein du Liberal Democratic Party, une formation politique basée à Buéa (région du Sud-ouest). «Pour l'instant, renchérit Oben Issac Enow, le peuple navigue avec difficulté entre les différentes échelles d'interprétation, ne laissant inexploré aucun aspect diplomatique, ne négligeant aucune arène de confrontation car les nœuds et fils de cette affaire l'y obligent». A en croire le leader du Cameroon Ideological Party (CIP), dont le siège se trouve à Muyuka (région du Sud-ouest), «l'arrestation de Ayuk Tabé et ses amis est diversement utilisée sans précautions ni rigueur parce que mise en circulation avec profusion dans différents espaces sociaux. Mais des grilles de lectures du silence



Sisiku Ayuk Tabe: porté disparu...

d'Abuja et de Yaoundé ne manquent pas.

«Tractations»

Et elles vont dans tous les sens. Raison : «le plus petit commun dénominateur des différents avis est sans conteste ce jeu de va-et-vient entre passé et présent qui charrie des interprétations», souligne le Dr William Claver Bouba. Pour cet enseignant-assistant en service à l'université de Maroua, «cela engage le peuple à s'enfermer dans des dissertations politico-diplomatiques inspirées de la guerre du Biafra au crépuscule des années 60». Sur cette base, l'on comprend alors pourquoi au sein de l'opinion camerounaise, il se murmure que l'extradition des «Ambazoniens» reste suspendue à la libération inconditionnelle, par les autorités de

Yaoundé, des combattants de la Ligue de la jeunesse des nations du Biafra (BNYL). «De ce point de vue, argue Tih Edmond, on suppose que des tractations se trament en coulisses pour remettre notamment Geo Tang et Eric Ngu (détenus à Bamenda selon les indépendantistes nigériens, NDLR) à la justice de leur pays».

Se référant à l'interview de Me Femi Falana, diffusée le 09 janvier 2018 sur les ondes de Radio France Internationale (RFI English), certains estiment que l'hypothèse d'une extradition de la bande à Sisiku Ayuk Tabe est ce qui justifie le silence de Yaoundé. «Puisque selon cet avocat il n'existe pas une convention d'extradition entre le Cameroun et le Nigéria, on est bloqué, le temps de se donner les arguments juridiques pour qu'il en soit ainsi», croit savoir Oben Issac Enow. L'homme politique ajoute que «la supposition est donc que si

PATATES CHAUDES

Ayuk Tabe comme Guérandi

Yaoundé et Abuja s'enferment dans le silence, c'est parce qu'à ce niveau c'est l'impasse, et avec ce blocage, des heures sombres sonnent pour Ayuk et le reste».

«Yaoundé piégé?»

En remuant la marmite des conjectures, quelques citoyens prétextent qu'en déclarant la guerre aux sécessionnistes anglophones, Paul Biya, le président de la République, est piégé dans son équation autoritaire. «Le gouvernement se heurte contre ses arbitrages décidés à la va-vite. Les couacs de cette affaire sont symptomatiques de sa méthode: foncer dans le tas et consentir à colmater les brèches quand les fissures sont trop voyantes», tranche Vianney Essomba, un membre du Social Democratic Front dans la Mefou-et-Afamba. Selon lui, «Yaoundé est peut-être pris de vertige devant l'énormité de la supercherie vendue aux citoyens et ne peut s'autoriser un éclair de sincérité face à ce qui est arrivé».

A cette vision, Régine Amougou Noma, maire de Yaoundé IV, répond que «le temps du président n'est pas le nôtre. Il saura trouver une réponse à cette affaire le moment venu».

L'affaire de Sisiku Ayuk Tabe ressemble à l'affaire Guérandi. L'ancien capitaine de l'armée camerounaise exilé au Burkina Faso à la suite du coup d'Etat manqué du 06 avril 1984 au Cameroun, Guérandi a disparu mystérieusement à la suite d'une arrestation – enlèvement dont on ne sait véritablement rien jusqu'à nos jours.

LE CHIFFRE

21

C'est le nombre de morts enregistré dans un accident de la circulation au lieu-dit Falaise de Dschang (département de la Menoua, région de l'Ouest) dans la soirée du 13 janvier 2018. Les décédés étaient les passagers d'un bus de 70 places. L'accident a par ailleurs fait au moins 27 blessés actuellement hospitalisés. Parmi les cinq personnes sorties indemnes de cet accident, il y a les deux membres de l'équipage (le conducteur et son assistant).

Selon la CRTV, les premières enquêtes ont établi que le chauffeur du bus aurait perdu le contrôle du véhicule qui a fini sa course dans un ravin, stoppé par un arbre. A en croire la radio publique nationale, le gros porteur était clandestin puisque ne disposant d'aucune plaque immatriculation. Il avait pour destination Douala.

L'HOMME

PR GOTTLIEB LOBE MONEKOSKO



De lui, des dizaines de générations de médecins s'en souviendront. Décédé à Douala le 19 novembre 2017 à l'âge de 84

ans, il a été inhumé le 13 janvier dernier à Dibombari (Littoral). Dans la série des hommages rendus à ce scientifique émérite, figure celui du Pr Jacques FameNdongo. Pour le ministre de l'Enseignement supérieur, le disparu «était à lui seul une encyclopédie vivante au plan scientifique. Vu la fertilité de sa science et sa dimension internationale, il méritait le Prix Nobel». Pour le Pr Lazare Kaptué, promoteur de l'université des Montagnes, c'est à cet homme que l'on doit la création de l'ex-Cuss (Centre universitaire des sciences de la santé) devenu Faculté de médecine et des sciences biomédicales de Yaoundé. Avec feu le Pr René Essomba, il s'est entouré une collaboration internationale pour fonder cette institution. Dans sa fulgurante trajectoire, le Pr Gottlieb Lobe Monekosso a été directeur régional de l'OMS Afrique et ministre de la Santé publique du Cameroun. Il était également le directeur de publication de «Cam Santé News», un journal traitant uniquement des questions de santé au Cameroun et en Afrique.

L'AGENDA

16 JANVIER

Arrivée à Yaoundé de la première mission d'inspection de la Confédération africaine de football (CAF) conduite par le cabinet allemand Roland Berger. Sous réserve du programme détaillé de ladite mission, tout laisse croire que la délégation qui séjournera au Cameroun jusqu'au 23 janvier prochain, procédera à l'évaluation des préparatifs de la CAN 2019, notamment sur le plan des infrastructures (stades, hôtels et télécommunications) et de la sécurité.

JRMA

Selon des spécialistes, chaque année étiquetée «électorale» fait courir des politiques et des entrepreneurs vers les «rayons zodiacaux» des librairies.

Le début d'année booste-t-il la vente de certains magazines ? A cette question, Emmanuel Assala, gérant d'une librairie à Yaoundé, a une réponse bien nourrie. «Dès la mi-décembre jusqu'en fin janvier, les magazines qui se taillent une bonne place dans nos rayons et dans nos caisses sont les horoscopes ; à eux seuls durant cette période, c'est sensiblement 70% de notre chiffre d'affaires», établit-il fièrement. Et si l'on en croit le bilan des ventes dans le «rayon zodiacal» dévoilé le même jour, 89 hommes et femmes, jeunes et vieux, de toutes les couches sociales sont passés ici. Hier, apprend-on, 127 personnes sont venues se procurer au moins un exemplaire de leur horoscope 2018. «Globalement, situe Emmanuel Assala, les premiers stocks que nous avons reçus ont été épuisés avant le 1er janvier. Un second stock également. Actuellement, nous écoulons la

dernière moitié d'un troisième stock». Arithmétique simple: à l'import, un stock contient 2 000 exemplaires. Cela fait bien 5 000 exemplaires vendus au 10 janvier 2018. Au prix de 3 500 francs CFA l'unité physique, un pactole de 17 500 000 francs CFA permet au libraire de se frotter les mains. Chiffrés à au moins 250 par jour, les achats en ligne caracolent à la tête des ventes.

Ruée des politiciens et entrepreneurs

Voilà ceux qui, à en croire Emmanuel Assala, font exploser le marché. «Depuis toujours, ces gens sont avides de connaître l'avenir. C'est la raison de leur ruée sans cesse croissante vers les horoscopes», explique sommairement le libraire. En termes de croissance, une étude menée en 2016 au départe-

ment d'anthropologie de l'Université de Yaoundé I révèle que le phénomène est porté à son pic au début de chaque année électorale au Cameroun. Clotaire Effa, l'auteur de ladite étude précise qu'en 1997, 2004 et 2011, en moyenne 3,7 hommes politiques sur 5 basés à Yaoundé ont acheté un magazine spécialement dédié aux prévisions astrales. Selon le même chercheur, en moyenne 3,2 entrepreneurs sur 5 éparpillés dans la capitale ont fait pareil aux cours des années citées supra. Au finish, Clotaire Effa a établi qu'«en année électorale, une bonne partie des décideurs camerounais se servent moins de techniques rationnelles de prévision que de prédictions des astrologues».

Sur le sujet, Emmanuel Assala tient une anecdote: en fin décembre dernier, pour justifier sa commande d'horoscope 2018, un client, politicien d'envergure, a balancé que «gouverner c'est pré-

voir». Les hommes et femmes d'affaires, quant à eux, soutiennent que «le business colle à la politique, et il faut bien savoir ce qui nous attend dans un ou six mois». Pour le Dr Meka, sociologue, les années électorales créent généralement un climat anxieux chez certains acteurs sociaux. Il nuance: «Les lectures et pratiques ésotériques s'incrument déjà chez nous avec autant d'ampleur parce que les gens croient aux idées venues d'ailleurs. Pour beaucoup, c'est parce que les Occidentaux croient en ces choses que forcément celles-ci deviennent pertinentes. Et sur cette base, beaucoup de politiques et businessmen tentent de reconstruire artificiellement la dramaturgie de leur destin. Et cette année, profilée comme année de l'élection présidentielle au Cameroun, n'échappe pas à cette logique».

TENDANCE

2018 fait fleurir le marché des horoscopes

Intégration

SUPPLEMENT AFRIQUE CENTRALE/ MAIN COURANTE

CIRCULATION

La Carte Rose Cémac en évaluation



Cinq jours pour évaluer la Carte Rose Cémac et l'intégration sous-régionale. C'est l'objectif visé par la 21ème session ordinaire des bureaux de la Carte Rose Cémac qui s'ouvre ce lundi 15 janvier 2018 à Douala. Cette session rotative se déroule toujours au mois de janvier, pour arrêter un plan d'action et un budget y correspondant pour l'année en cours. « C'est une session purement budgétaire », confirme Pierre Didier N'goumou, secrétaire permanent du Bureau national de la Carte Rose Cémac au Cameroun.

Les travaux de Douala s'appuieront sur les vœux de la conférence des chefs d'Etat

de la sous-région lors de la création de ladite carte, dont le rôle est de « permettre à tout automobiliste se rendant dans un autre pays membre de la Cémac, d'être convenablement assuré contre les risques de responsabilité civile qu'il encourt du fait des dommages qu'il peut causer aux tiers, en raison des accidents de circulation susceptibles de survenir dans le pays de destination ».

Explicitement, elle assure son titulaire et lui permet de circuler librement dans tous les Etats membres de la zone. En d'autres mots, c'est un document probatoire suffisant qui confère à son détenteur des garanties au moins équivalentes à celles exigées dans le pays de survenance du si-

nistre. En somme, la Carte Rose Cémac rend effective la volonté d'intégration exprimée dans le préambule de l'accord du 1er juillet 1996 à savoir : « encourager et renforcer le développement des échanges commerciaux et touristiques et de résoudre les problèmes posés par l'accroissement du trafic routier international, notamment en matière d'indemnisation des victimes de la circulation ». Le rendez-vous de Douala permettra donc d'évaluer l'efficacité et l'efficience de la structure et de trouver des solutions aux problèmes rencontrés par chaque bureau national.

Alain Biyong (Stagiaire)

INDICATEURS

Le cyclisme dans la diplomatie de l'intégration

Compétition de souveraineté de la République gabonaise, la Tropical Amissa Bongo démarre ce lundi 15 janvier 2018 à Kango, une ville située à 95 kilomètres de Libreville. La ville d'Ambam dans l'Extrême-sud du Cameroun aura l'honneur de accueillir l'arrivée de la cinquième étape. Le Français Johann Gene, recordman des participations, aura à cœur de battre son compatriote Antony Charreau (3 victoires finales). Il sera la grande attraction de cette édition avec 2 victoires finales, 7 victoires d'étapes, 6 jours en maillot jaune de leader, 5 fois dans le top dix du classement final. Il va devenir le seul coureur du peloton à avoir le plus participé à la Tropicale (11 fois).

Long de 141 km, le trajet Oyem-Ambam (dans le département du Woleu-Ntem) présente un profil varié avec des plats, faux-plats montant et descendants. La plaine qui sépare Bitam (au Gabon) et Ambam (au Cameroun) est un paysage péri-forestier. A partir de la plateforme frontalière entre le Cameroun et le Gabon, le public camerounais pourra voir les premiers coureurs qui dévalent la descente d'Ebor, dernière localité gabonaise avant le pont sur le Ntem. D'Eking dernier village camerounais à la zone des trois frontières (Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale), c'est une végétation pittoresque constituée de la savane péri-forestière. Jusqu'à l'arrivée à Ambam, c'est le plat qui fera l'affaire

des rouleurs. Dès la traversée d'Abang-Minko'o avec son marché frontalier, les équipes de cyclistes vont attaquer la plaine. Mais, elles devront faire attention avec la petite montée avant la place des fêtes d'Ambam, qui pourra faire mal aux coureurs car c'est une arrivée au sommet, dit-on dans le jargon.

Le 13ème Tour cycliste, Tropicale Amissa Bongo, c'est sept étapes du 15 au 21 janvier prochain pour 1 091 km avec six équipes professionnelles et cinq sélections africaines dont le Cameroun. La dernière étape de la Tropicale Amissa Bongo à Ambam remonte à 2016.

Augustin Tacham (Stagiaire)

THERMOMÈTRE

Crise centrafricaine : les chiffres de la Minusca en 2017

Le rapport des actions de la Mission multinationale intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (Minusca) pour 2017 est disponible. Il a été présenté à la presse le 03 janvier dernier par la porte-parole par intérim de la Minusca. De ce document, l'on apprend que la situation en RCA en 2017 est demeurée préoccupante du fait des affrontements fréquents entre groupes armés rivaux, l'apparition de plusieurs groupes d'autodéfense et des attaques ciblées contre la population civile. Les violations plus graves ont été enregistrées à Bangassou, Alindao, Bria, Niem, Pombolo, Kembe et Zemio. La Mission a enregistré 2 710 incidents de violations et abus des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire de janvier à décembre 2017, affectant 4 412 victimes. Les

groupes armés ont été responsables pour 1 714 incidents tandis que les agents étatiques ont été responsables pour 966 cas, notamment des détentions arbitraires.

Espoirs

Entre août et décembre 2017, le projet pilote DDR (désarmement-démobilisation) a enregistré 439 combattants. Les opérations de pré-DDR ont pris fin avec 4 324 combattants enregistrés (3 587 hommes et 737 femmes). La porte-parole par intérim de la Minusca précise par ailleurs que sur les 14 groupes armés, seuls deux groupes (FPRC et le RJ/Sayo) n'ont pas fourni leur liste.

Pour ce qui concerne le volet intégration dans les Forces armées Centrafricaines, 100 combattants sont actuelle-

ment en formation au Camp Kassai.

A propos des affaires pénitentiaires, la Minusca a aidé les autorités pénitentiaires à élaborer la stratégie de réintégration sociale des prisonniers ainsi que la politique nationale d'assurance-maladie pour les détenus. Au total, 23 projets de réhabilitation d'infrastructures sont achevés en vue de moderniser les installations de sécurité et améliorer les conditions de vie des prisonniers dans 11 prisons pour un montant de 631 528 dollars américains. Ils ont été réalisés dans le cadre des projets à impact rapide et 254 460 dollars américains de fonds programmatiques sont disponibles, a déclaré la porte-parole par intérim.

Source : Minusca

MARCHÉS FINANCIERS

Bourse: le régulateur camerounais prépare la fusion



La 88ème session ordinaire du collège de la Commission des marchés financiers (CMF) s'est tenue le 05 janvier 2018 au siège de l'organisme à Douala au Cameroun. Elle était présidée par Jean-Claude Ngbwa, président dudit collège. Au cours de cette session, le budget pour l'exercice 2018 de la CMF a été voté. Il s'équilibre en recettes et en dépenses à un peu plus de 1,54 milliard de francs CFA.

Selon le régulateur camerounais, ce budget tient compte de « la

participation aux différentes activités devant aboutir au rapprochement des deux marchés financiers régional et national ». Réunis en session extraordinaire le 31 octobre en N'djamena, les chefs d'Etat de la Cémac ont fixé le siège du régulateur du marché régional à Libreville, celui de la bourse régionale à Douala et le dépositaire central auprès de la Beac.

Selon les experts, cette décision implique la fusion entre les deux régulateurs jusqu'ici en activité dans la sous-région, à savoir la

Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf) et la CMF. L'objectif est de n'en former qu'un seul qui devrait avoir, selon la volonté des chefs d'Etat, pour siège Libreville. Un chantier délicat que le Camerounais Jean-Claude Ngbwa va mener en collaboration avec le Tchadien N'goum Yamassoum récemment porté à la tête de la Cosumaf.

AO

Réunie en session extraordinaire à N'djamena (Tchad), la Conférence des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) a décidé, le 31 octobre 2017, de concrétiser les conclusions de la 13ème session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement membres de cet espace communautaire, tenue en Guinée équatoriale, le 17 février 2017. De nouveaux hommes ont pu être placés à la tête des diverses institutions. Conformément aux dispositions validées en juillet 2012 à Brazzaville (Congo), le rééquilibrage a été opéré. Tous les pays ont été servis.

A la Commission de la Cemac, la page du Congolais Pierre Moussa est désormais tournée. Le Gabonais Daniel Ona Ondo, son successeur, a pris les rênes de la présidence. A ce nouveau poste, l'ancien Premier ministre gabonais peut compter sur une vice-présidente (la Tchadienne Fatima Haram Acyl) et quatre commissaires (le Camerounais Shey Jones Yembe, le Centrafricain Clément Belibanga, le Congolais Michel Niama et l'Equato-guinéen José Antonio Edjang Ntutumu Avomo).

De l'avis des observateurs, cette équipe est outillée pour faire face à certains dossiers prioritaires. Parmi ceux-ci, l'on retrouve en bonne place la mise en œuvre des décisions concernant la libre circulation dans l'espace communautaire, le financement de la Commission avec l'implémentation effective de la Taxe communautaire d'intégration (TCI). Reste que, à un niveau ou à un autre, le parcours et le profil de ces nouveaux hommes restent plus ou moins mal connus. Pour éclairer ses lecteurs, Intégration propose une galerie de portraits du gouvernement actuel de la Commission de la Cemac.

Un dossier réalisé par
Didier Ndengue

A l'issue du dernier sommet extraordinaire des chefs de l'Etat tenue en N'djamena le 31 octobre 2017, un nouveau le gouvernement de la communauté a été mis en place. Qui est qui dans ce gouvernement ?

DANIEL ONA ONDO, « LE PROF » PREND LA COMMISSION



Depuis des années, il fait partie de cette poignée d'économistes respectés dans la sous-région pour la qualité de son expertise, la clarté de ses arguments, sa facilité à vulgariser les sujets les plus compliqués... « Tout pour justifier son titre d'agrégé », peut-on lire dans les colonnes de l'Union, quotidien proche du pouvoir gabonais. Agé de 72 ans, « le Prof » (tel que l'appellent ses anciens étudiants et collaborateurs) est un intellectuel de haut vol. La plupart de ses idées et théories sont passées dans la littérature après avoir été redécouvertes par d'autres. C'est bien « un savant méconnu » qui s'installe à la tête de la Commission de la Cemac.

Rompant à la haute administration, l'économiste a occupé de hautes fonctions dans son pays. Après avoir été plusieurs fois ministre, il devient vice-président de l'Assemblée nationale en 2007. Il y reste jusqu'à sa nomination en janvier 2014 au prestigieux poste de Premier ministre, chef du gouvernement. L'universitaire est marié et père de 9 enfants.

FATIMA HARAM ACYL, LE BINÔME DU PRÉSIDENT



Entre 2012 et 2017, la Tchadienne a travaillé à l'Union africaine comme Commissaire en charge du Commerce et de l'Industrie. En cette qualité, elle participe à la construction de la Zone de libre-échange continental (ZLC) qui prend progressivement corps. L'actuelle vice-présidente de la Commission de la Cemac maîtrise très bien les chantiers d'intégration sur le continent. Cette expérience devrait lui être utile dans ses nouvelles fonctions.

Elle est présentée comme « une femme d'action, dévouée au travail bien fait ». Fatima Haram Acyl a une parfaite maîtrise du français, de l'anglais et de l'arabe. Ces qualités sont le fruit de ses longues années de travail au sein de plusieurs organisations à travers le monde (Union Africaine, Price Waterhouse Coopers Commission du Bassin du Lac Tchad, Banque agricole et commerciale du Tchad notamment).

Fatima Haram Acyl est titulaire d'un MBA en Finance à l'université Xavier de Cincinnati (Etats-Unis) et d'une maîtrise en Administration des Affaires (Option Recherche Opérationnelle de l'Université de Moncton au Canada).

SHEY JONES YEMBE, L'HOMME DES GRANDS CHANTIERS COMMUNAUTAIRES



Les infrastructures, voilà un domaine que cet originaire du Donga Mantung (région du Nord-Ouest du Cameroun) maîtrise au regard de ses nombreuses expériences acquises sur le terrain. Ingénieur de conception en génie civil et ingénieur des travaux publics (spécialité construction hydraulique), l'ancien étudiant de l'université d'Essen (Allemagne) est un habitué de grands défis. Il l'a démontré, apprend-on, lorsqu'il officiait comme secrétaire d'Etat au ministère des Travaux publics et du transport et à la direction générale des grands travaux à la Présidence de la République du Cameroun.

Numériquement, cet ancien élève du Presbyterian Primary School Nkambe, remplace Paul Tassong. Président du Conseil d'administration du Port autonome de Douala (PAD) depuis mars 2012, Shey Jones Yembe (né le 30 novembre 1960) devra par exemple travailler à la mise en œuvre du schéma directeur énergétique adopté en octobre 2017 à Douala par le comité ad hoc des ministres en charge de l'énergie des pays de la sous-région.

CEMAC

Les six qui tiennent le gouvernement de la Commission

CLÉMENT BELIBANGA, UN ARGENTIER QUI SE MÉFIE DU FRANC CFA



Le Centrafricain est le nouveau commissaire en charge du département des politiques économiques, monétaires et financières (DPEMF) de la Cemac. Il est notamment réputé critique vis-à-vis du franc CFA. L'économiste estime par exemple que « ce système de change fixe les prix mais n'équilibre pas le système économique; expose les pays membres aux chocs extérieurs sans possibilité d'utiliser la politique d'ajustement du taux de change; à la détérioration des termes de l'échange ».

Clément Belibanga est titulaire d'un Doctorat en Sciences économiques obtenu en 1986 à l'université des Sciences sociales à Toulouse en France option monnaie, banque et finance. Il renforce cette spécialité en 2003 par une formation continue qui l'a conduit à l'obtention d'un DESS/certificat d'aptitude à l'Administration des entreprises. Au titre d'expérience professionnelle, il a occupé plusieurs postes au sein de l'université de Bangui. On se souvient aussi, qu'entre février 1997 et janvier 1998, il a fait un bref passage dans le gouvernement d'Unité nationale, en qualité de ministre du Logement, de l'Urbanisme et de la construction.

MICHEL NIAMA, LE FACILITATEUR DU MARCHÉ COMMUN



Le Congolais entre par la grande porte au sein de la prestigieuse institution communautaire. Il est nommé par décision n° 32 de la Conférence des chefs d'Etat, comme commissaire en charge du département du marché commun (DMC). Titulaire d'un Doctorat en sciences économiques et commerciales et d'un certificat de perfectionnement en discipline bancaire, l'universitaire devra faire preuve d'innovation pour consolider le marché commun.

Au moment où il prend les rênes de ce département, la Cemac est la seule région du continent africain où le taux d'échange commercial demeure très faible. A peine 5% seulement de commerce intra-régional. L'ancien attaché économique à la présidence de la République du Congo est né le 25 août 1958 à Matéla-Loudima (Congo-Brazzaville). Père de 5 enfants, il a également été le conseiller économique et financier du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, et directeur général de l'Economie de son pays.

JOSÉ ANTONIO EDJANG NTUTUMU AVOMO, MONSIEUR ÉDUCATION ET BONNE GOUVERNANCE



Il est jeune. Il a connu le processus d'intégration sous-régional. L'Equato-guinéen a le profil de l'emploi. Le nouveau commissaire en charge du département de l'Éducation, de la Recherche et du Développement social, chargé des droits de l'homme et de la bonne gouvernance (DERDSDHBG) force l'admiration de ses collègues.

Né le 14 novembre 1981 à Bileosi-Obuk (Guinée Equatoriale), il est, entre autres, titulaire d'un diplôme supérieur en finances, comptabilité et fiscalité et d'un parchemin en gestion, banque et finances obtenu à l'Institut des Hautes Etudes bancaires et financières d'Oujda (Maroc). Après un passage à la Société générale de banques en Guinée Equatoriale (SGBGE) et à l'université de Guinée Equatoriale, il est désigné expert national au ministère de l'Intégration. Cette casquette lui permet de participer aux différentes réunions statutaires de la Cemac, de la Ceeac et de la Commission du Golfe de Guinée. Avant sa nomination, il était depuis 2012, directeur général de l'intégration régionale au sein du département de l'intégration régionale et en même temps commissaire suppléant représentant la République de Guinée Equatoriale au sein de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf).

DN

FEUILLE DE ROUTE

Hebdo
Intégration

La nouvelle équipe dirigeante de l'institution communautaire doit, entre autres, poursuivre la sécurisation des frontières et la mise en œuvre du programme de réformes économiques et financières avec le FMI, assurer la protection des consommateurs et la matérialisation des programmes communautaires des transports et énergétiques.

Les chantiers du nouveau gouvernement

Daniel Ona Ondo et ses collaborateurs ont du pain sur la planche. La nouvelle équipe managériale de la Commission de la Cemac, après avoir prêté serment le 02 novembre 2017 à Ndjamen, est déjà au front. Quelques jours seulement après la cérémonie de prise de fonction présidée par le président tchadien, Idriss Deby Itno, le nouveau patron de la Commission de la Cemac s'est rendu à Douala, pour assister à une réunion portant sur la protection du consommateur de la sous-région Afrique centrale, les 21 et 22 novembre 2017. «C'est un défi que nous devons relever», a lancé Daniel Ona Ondo face à la presse. Cela est d'autant plus urgent que les chefs d'Etat ont sommé la Commission de la Cemac d'examiner les modalités de relance de la consommation et d'élaborer un répertoire des produits disponibles dans la zone.



Le palais de la Cemac à Bangui.

côte le Programme économique régional (Per), dont la deuxième phase (2016-2020) vise également la diversification économique de la sous-région.

«C'est l'une des priorités de notre mandat», a déclaré le président de la Commission le 09 janvier 2018 au siège de l'institution à Bangui. C'était à l'occasion de l'examen du budget de la Commission pour l'exercice 2018. La Vice-présidente de la Commission, en charge de ce dossier, a décliné les grandes lignes qui ont dicté l'élaboration de celui-ci. Notamment, la situation économique de la sous-région marquée par la crise pétrolière, les priorités contenues dans la feuille de route et les projets majeurs du Per.

Dans le domaine des infrastructures, les chefs d'Etat ont adopté la politique énergétique de l'Afrique centrale à l'horizon 2035. Celle-ci, étudiée par l'ancienne équipe de la Commission, couvre l'espace CEEAC, et vise à doter la sous-région d'infrastructures énergétiques fiables, efficaces et capables d'assurer son intégration physique. La politique

communautaire des transports à l'horizon 2035 compte aussi parmi les préoccupations. Son but est d'«assurer la fluidité des échanges de biens et la mobilité des personnes entre les pays d'Afrique centrale, par une politique des transports portant sur tous les modes et toutes les composantes du système de transport pour le développement économique et social durable de la région». Sur ce dernier point, il a été décidé de la mise en place d'un comité ad hoc des ministres en charge des Transports, afin d'examiner les modalités de soutien aux compagnies aériennes nationales de la sous-région.

L'institution communautaire est également attendue dans le domaine sécuritaire. Sur ce volet sensible, les chefs d'Etat ont instruit la Commission de prendre toutes les dispositions pour la création des postes sécurisés aux frontières, «afin de réserver le bénéfice exclusif de la libre circulation aux ressortissants de la communauté», précise le communiqué final des travaux de N'djamena. Toujours à propos de la libre circulation, il a été demandé aux Etats qui ne produisent pas encore les passeports Cemac,

de le faire dans des meilleurs délais. Autre dossier issu du dernier sommet extraordinaire de N'djamena, c'est l'intégration des deux bourses actuellement en activité dans la sous-région. Toujours sur le plan institutionnel, le nouveau gouvernement devrait aussi accélérer le processus de rationalisation des Communautés économiques régionales d'Afrique centrale. La dernière session ministérielle du Comité de pilotage (Copil) de la rationalisation des CER en Afrique centrale s'est tenue en novembre dernier à Yaoundé. La mise en œuvre des mesures de rationalisation reste un défi majeur.

Cemac des peuples

Il n'y a pas que les chefs d'Etat qui attendent beaucoup de la nouvelle équipe de la Commission de la Cemac. Les citoyens de la sous-région ont aussi leur mot à dire. Serge Aimé Bikoi, sociologue camerounais, est de ceux qui espèrent que l'arrivée d'un nouveau dirigeant à la tête de la commission de la Cemac viendra éradiquer les nombreux conflits au sein de la sous-région. «Il est question aujourd'hui de pouvoir aplanir un ensemble de divergences, qui sont généralement créés par certains dirigeants africains». A l'en croire, ce sont ces velléités individualistes qui font en sorte qu'il y ait un manque d'harmonie entre les populations de la région. «C'est la raison pour laquelle on peut davantage noter que certains ressortissants camerounais ont des difficultés à se frayer un chemin, que ce soit en Guinée Equatoriale, en RCA ou même dans les autres Etats de la sous-région», regrette le sociologue.

Continuité

S'il ne s'agissait que d'un baptême de feu, le catalogue des thématiques sur lesquelles Daniel Ona Ondo et ses collaborateurs devront travailler est fourni. Sur leur table en effet il y a le Programme de réformes économiques et financières (Pref - Cemac). Mis en œuvre avec l'appui du Fonds monétaire international, il doit permettre en cinq ans (2016-2019), non seulement de sortir la zone Cémac de la crise économique, mais également de diversifier son économie pour éviter de faire face aux difficultés similaires à l'avenir. Le Pref - Cemac

Ils sont précisés dans le Traité de la Cémac, qui constitue la matrice des textes de référence de la Commission.

La Commission de la Cemac Exécutif, elle est composée au sommet de six Commissaires désignés chacun par un Etat. L'un des Commissaires exerce la pré-

Rôle et missions statutaires de la Commission de la Cémac

sidence de la Commission, l'un en assure la vice-présidence et les quatre autres tiennent chacun la conduite d'un Département. Les fonctionnaires de la Commission sont répartis entre les directions techniques relevant du cabinet de la présidence et les quatre départements œuvrant chacun en ce qui le concerne pour assurer la mission de coordination de la Commission :

- Le Département du Marché Commun ;
- Le Département des Infrastructures et du Développement Durable ;
- Le Département des Politiques Économiques, Monétaires et Financières ;
- Le Département de l'Éducation, de la Recherche et du Développement Social, chargé des droits de l'Homme et de la Bonne Gouvernance.

A cette architecture, s'ajoutent les Représentations de la Commission au sein de chaque pays membre gérées par une équipe d'environ six personnes. De manière générale, la principale mission assignée à la Cémac est de développer un espace intégré et d'y promouvoir un développement harmonieux. Pour y parvenir, la Cémac se fixe des objectifs, notamment :

- parvenir à la libre circulation des personnes, des biens et des services afin de créer un véritable marché commun ;
- assurer une gestion stable de la monnaie commune ;
- sécuriser l'environnement des activités économiques et des affaires ;
- harmoniser les politiques sectorielles nationales pour une intégration toujours plus renforcée.

FEUILLE DE ROUTE DE L'ÉQUIPE ONA ONDO

S'agissant de la feuille de route, on peut relever entre autres :

- La relocalisation effective de la Commission de la CEMAC à Bangui ;
- La mise en œuvre effective de la libre circulation des personnes dans l'intégralité de l'espace communautaire, en veillant à l'application pleine et entière de l'Acte Additionnel du 25 juin 2013 y relatif ;
- Le suivi de la mise en œuvre du Programme Economique Régional (PER) ;
- La finalisation de la relecture du Programme Economique Régional (PER) ;
- La mise en œuvre de l'Acte Additionnel relatif au recouvrement intégral de la TCI ;
- Le suivi des négociations avec l'Union

Européenne, éventuellement de concert avec l'Union Africaine (UA), pour un Accord de Partenariat Économique (APE) à configuration régionale ;

- La mise en application du nouveau Code Douanier révisé ;
- L'adoption de la Politique Commune de Transport et du Schéma Directeur des Infrastructures Routières et Ferroviaires en zone CEMAC ;
- L'adoption de la Politique énergétique et du Schéma Directeur pour la production et le transport de l'électricité en zone CEMAC ;
- Le renforcement de la gouvernance des Institutions, Organes, Institutions spécialisées et Agence

Quartier Nkomkana,
Immeuble Diane
(face station service Total)
B.p:33 266
Yaoundé-Cameroun

Tel: (+237) 2 43 29 63 03
6 90 02 03 39
6 76 20 37 09

Directeur de publication :
Thierry Ndong Owona

Rédacteur-en-chef
Aboudi Ottou
+237 6 96 17 91 04
6 75 85 01 03

Secrétaire de rédaction:
Patrick Landry Amouguy

Desk Littoral:
Didier Ndengue
+237 6 74 30 56 46

Desk Grand Nord :
Rodrigue Tapeo
+237 6 75 25 59 24

Rédaction :
Thierry Ndong Owona,
Aboudi Ottou,
Jean-René Meva'a Amouguy,
Didier Ndengue,
Rodrigue Tapeo,
Rémy Biniou,
Bobo Ousmanou
Zéphirin Fotso Kamga

Correspondants :
Celestin Ngoa Balla
(New York)

Birgit Pape Thoma
(France, Allemagne)

Documentations et abonnements:
Olive Edjang Epesse
+237 6 94 28 13 61

Marketing et Commercial :
Audrey Bella
+237 6 96 03 99 53
6 50 89 57 64

Publicité :
+237 2 43 29 63 03
6 90 02 03 39
6 76 20 37 09

Web site :
www.journalintegration.com

E-mails :
contact@journalintegration.com
journalintegration@gmail.com
ndongru@yahoo.fr

Impression :
Macacos
Douala



VIVIANE ONDOUA
BIWOLE

“ L’efficacité de l’exécution du budget de 2018 est soumise à la nécessaire mise en cohérence du modèle de gouvernance et les outils de gestion qui en découlent ”

Grâce à ses nombreuses publications dans les domaines de l’entrepreneuriat et de la PME et de la gouvernance, le directeur général adjoint de l’Institut supérieur de management public est depuis la fin de l’année dernière maître de conférences. A la lumière de cette expérience accumulée depuis une vingtaine d’année, l’enseignante à l’université de Yaoundé II-Soa estime que l’hybridation du modèle de gouvernance du Cameroun est la source des contreperformances de son administration publique. Elle explique comment et pourquoi.

“La mauvaise gouvernance menace les objectifs du budget 2018”

Le budget 2018 est désormais exécutoire. Cinq grandes priorités apparaissent pour le Cameroun : continuer les efforts de redressement afin d’équilibrer les agrégats macroéconomiques (programme avec le FMI), poursuivre son programme de développement avec l’exécution des grands projets et l’accélération de la décentralisation, améliorer son image en tirant avantage de l’organisation de la CAN 2019, organiser les élections prévues et assurer la sécurité intérieure et aux frontières. La question qui s’impose alors est de savoir avec quel mode de gouvernance ces résultats seront atteints.

TIRER LES LEÇONS DES ÉCHECS ANTÉRIEURS

Il n’est ni impertinent ni honteux de tirer les leçons des échecs antérieurs. En effet, il est difficile de comprendre pourquoi les outils tant vantés dans d’autres environnements pour leurs vertus peinent à produire les mêmes résultats au Cameroun. Est-ce parce que les outils de gestion importés notamment d’Europe et des USA ne sont pas viables ou sont peu adaptés à notre contexte ? Qu’est ce qui nous rassure que les grands projets structurants de cette génération ne subiront pas le même sort que les autres projets ? Quelles précautions devons-nous prendre pour que l’année 2018 soit différente ? Si la question peut paraître simple, sa réponse n’est pas évidente. Elle mérite une analyse approfondie qui dépasse les anecdotes souvent entretenues par divers acteurs ou des réponses superficielles relatives à la culture camerounaise ou à son contexte souvent qualifié de spécifique. Ce questionnement est d’ailleurs au cœur des préoccupations actuelles en management. Un article a été publié en 2017 dans la revue française de gestion sur l’analyse comparative internationale de la qualité de la gouvernance des entreprises. Son objectif était de savoir des trois modes de gouvernance identifiés (anglo-saxon, européen continental et asiatique) lequel pouvait être considéré comme meilleur au regard des scores de l’agence de notation sociétale Vigéo. Il ressort de cette étude réalisée auprès de 434 entreprises pendant la période 2010-2014 que les entreprises anglo-saxonnes détenaient les scores les plus élevés concluant sur la supériorité de ce mode de gouvernance.

Plusieurs arguments sont utilisés pour expliquer la supériorité du mode de gouvernance du modèle anglosaxon : le contrôle des dirigeants par les marchés financiers (la force régulatrice étant ici le marché financier) ; par conséquent la nature patrimoniale et familiale des entreprises entraînerait une faible performance. Par comparaison au contexte camerounais, on comprendrait pourquoi les entreprises publiques non exposées à la concurrence, disposant d’actionnaires non propriétaires sont très peu performantes. L’une des raisons de ce constat est la défaillance de l’autorité réglementaire, la proximité que les hauts fonctionnaires entretiennent avec le ministère des Finances qui biaise l’objectivité dans le choix budgétaires. Il faut ajouter la forte influence des services de la présidence et du Premier ministre dont les missions souveraines sont convoquées par leurs représentants comme arguments pour échapper à la rationalité budgétaire pourtant retenue pour les arbitrages.

USAGE PEU EFFICACE D’UN MODE DE GOUVERNANCE HYBRIDE

Le fonctionnement de l’administration publique laisse apparaître une hybridation des modes de gouvernance. Cette hybridation n’est pas sans conséquence sur le contrôle des dirigeants, la rationalité dans l’allocation des ressources et la gestion des ressources humaines. A l’analyse, elle consacre une cohabitation conflictuelle entre la gouvernance empruntée au modèle anglo saxon (budget programme alors reconnu pour ses vertus) et le modèle patrimonial plus proche du modèle asiatique. Le modèle de gouvernance asiatique est caractérisé par une faible indépendance des conseils d’administration, une faible importance accordée à la fonction d’audit et au contrôle des dirigeants. Il est vrai que ce n’est pas la nature hybride qu’il faut blâmer mais davantage l’incohérence des outils de gestion mobilisés dans ce contexte. Il est en effet contreproductif de « faire semblant » d’appliquer les outils du modèle de rationalisation des choix budgétaires alors que l’on sait que cette décision est neutralisée par une autre pratique de nature patrimoniale qui anéantit l’effet recherché par

l’outil de rationalisation. Il convient alors, à défaut d’« inventer » des outils de gestion qui correspondent à cette hybridation (qui combine les éléments empruntés des deux modèles), de privilégier un mode de gouvernance (anglosaxon ou patrimonial de type asiatique) avec une cohérence dans l’usage des outils.

Si c’est l’hybridation qui est privilégiée comme c’est le cas dans les discours et les actions des décideurs publics, il convient alors de questionner la nature de cette cohabitation en terme d’ampleur, de complémentarité et de cohérence. Rappelons en effet qu’en 2011, 94% d’administrations disposaient d’un cadre organique. Le cadre organique, crée et organise les emplois des fonctionnaires au sein de l’administration (attributions et exigences de chaque emploi et poste de travail). Le DSCE a prévu la mise en place des cadres organiques et leur respect en cas de nomination (DSCE, p. 100). Malheureusement, les objectifs poursuivis par la mise en place de ces cadres organiques seront difficilement atteints, car s’il est vrai que les cadres organiques ont été élaborés dans les délais, leur application lors des mouvements d’effectifs reste très mitigée (budget programme du MINFOPRA 2014, p. 41). Les critères de nomination ne sont pas toujours maîtrisés du public.

Et pourtant, l’efficacité de la fonction publique guidée par le budget de programme vise également la prise en compte de la compétence individuelle lors des recrutements et des nominations. A cet effet, il existe à ce jour deux modalités de nomination dans l’administration publique camerounaise : une dite discrétionnaire et une par appel à manifestation d’intérêt (cas des projets cofinancés Etat-bailleurs bilatéraux ou multilatéraux). Quand l’Etat veut la performance il sait à quelle modalité il fera recours. Notons alors pour le regretter, l’absence de textes instituant les appels à manifestation pour le recrutement et la nomination de certains postes dans l’administration. Ce qui constitue un réel frein à l’efficacité de celle-ci. A titre d’illustration, les projets (de coopération) de l’administration dont les postes sont pourvus par appel d’offre sont plus efficaces que ceux dont la nomination est discrétionnaire. Et c’est ce mode de désignation qui est privilégié, en toute conscience dans la majorité des postes. La cohabitation des modes de gouvernance anglosaxon et asiatique (patrimonial) laisse apparaître une prédominance du modèle patrimonial.

L’URGENCE D’INVENTER DES OUTILS DE GESTION COHÉRENTS À L’HYBRIDATION AFFICHÉE

L’efficacité de l’exécution du budget de 2018 est soumise à la nécessaire mise en cohérence du modèle de gouvernance et les outils de gestion qui en découlent. Il nous semble alors urgent de réinventer

les outils de gestion qui tiennent compte de cette dualité pour éviter que les effets positifs de l’un des modèles soient neutralisés par l’autre modèle. Nous avons observé l’émergence de ces outils dans certains secteurs où l’impératif des résultats n’est pas une option mais une exigence. Il s’agit des secteurs des administrations financières qui comme les autres administrations sont régies par certaines règles découlant du modèle patrimonial, mais s’impose des contrats de performance. C’est le cas également des projets réalisés avec les bailleurs de fonds dans divers secteurs de l’agriculture et des forêts. Dans ces contextes, les outils (re) inventés permettent d’assurer la performance. Les responsables concernés sont conscients de la coexistence de l’hybridation en vigueur et s’adapte aux exigences de cette réalité.

Dans d’autres cas, pour corriger les dysfonctionnements occasionnés par l’usage du modèle patrimonial, le recours aux comités (souvent perçus comme abusifs) s’avère nécessaire. La prédominance du mode de gouvernance patrimonial impose alors pour prétendre à une performance minimale, de mettre en place des comités et commissions dont l’objectif est de servir de « sapeurs-pompiers » aux secteurs et projets peu performants. C’est un choix qui n’est pas sans conséquence aussi bien en ce qui concerne le gaspillage des ressources que la confiance nouée à travers le contrat social conclut avec la population. Pour reprendre une expression connue, vous entendez souvent dire : « Au Cameroun, quand un problème survient au lieu de le résoudre ou sanctionner les coupable, une commission est créée pour noyer définitivement la question ». En fait la question n’est pas « noyée » mais la commission identifie les dysfonctionnements et y apporte des solutions sans pour autant modifier l’ordre établi par les pratiques du modèle patrimonial.

Il nous semble que c’est cette cohabitation inefficace, cette superposition de modèles avec une prédominance du modèle patrimonial opposer aux objectifs nécessitant plus de rationalité qui constitue un véritable frein à la réalisation des projets. En fait le mode de gouvernance actuellement en vigueur produit des effets qui se neutralisent et bloquent le système.

Au regard de ce qui précède, deux solutions sont envisageables : décider de la primauté soit du modèle anglo-saxon ou soit du modèle patrimonial et retenir les outils de gestion cohérents qui en découlent ; inventer des outils adaptés à l’hybridation des deux modèles et les appliquer dans tous les domaines dans l’optique d’accroître la performance. Il convient de dire que le choix du modèle hybride va nécessiter plus de cohérence et de discipline et un engagement politique fort pour arbitrer selon la rationalité économique (moins politique) au regard du contexte actuel caractérisé par le redressement de l’économie et de la rareté des ressources.

Il est contreproductif de « faire semblant » d’appliquer les outils du modèle rationnel des choix budgétaires alors que l’on sait que cette décision est neutralisée par une autre pratique de nature patrimoniale qui anéantit l’effet recherché par l’outil de rationalisation.



CÉLESTIN TAWAMBA

“**Les résultats de la task force sur la fiscalité seront publiés au mois d’Avril 2018. Ils proposeront une alternative à notre modèle fiscal**”

A l’occasion de la rentrée du Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam) le 12 janvier dernier, son président a fait une sortie articulée sur trois points : la situation économique du pays, le bilan de ses premiers mois à la tête du Gicam et sa feuille de route pour 2018. Sur chacun de ses aspects, nous proposons l’intégralité de sa communication.

“La résilience tant vantée de notre économie a été mise à rude épreuve”

I) LECTURE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU CAMEROUN

Comme il est désormais acté par tous, l’année 2017 aura été une année de contre-performance pour notre économie. Notre croissance a été en berne, passant de près de 6% en 2015 à 4,6% en 2016 pour se situer finalement à moins de 4% en 2017. A l’évidence, la résilience tant vantée de notre économie a été mise à rude épreuve par la crise sécuritaire et la chute drastique des cours du pétrole, notre toujours principal produit d’exportation.

On peut se féliciter de ce que notre pays ait mieux résisté que nos voisins de l’Afrique Centrale, mais force reste de constater que notre situation aurait été meilleure si les réformes structurelles tant souhaitées avaient été implémentées dans les temps et les formes requises.

Hélas, la situation difficile des finances publiques et des comptes extérieurs nous a contraints à nous engager dans un nouveau programme de réformes économiques et financières avec le FMI. Nous espérons tous qu’au bout de celui-ci, les résultats escomptés en termes de rétablissement de viabilité budgétaire et extérieure du pays, de promotion de la croissance et de création d’emplois seront atteints. Pour cela, il nous semble impératif d’envisager l’ensemble des réformes sous un prisme partenarial afin de préserver la capacité des entreprises à jouer leur rôle dans le processus d’émergence. Il apparaît en effet, à la lecture des initiatives engagées, que certaines peuvent s’avérer contre-productives. Nous aurons sans doute l’occasion d’y revenir dans la suite.

Au final et au terme de cet exercice 2017, le quotidien des entreprises ne s’est pas amélioré, loin de là. Il s’est même détérioré pour un grand nombre d’entre elles. En plus du resserrement de la demande ayant induit des carnets de commande de plus en plus maigres, les entreprises ont dû composer avec des délais de paiements qui ne cessent de s’allonger, l’accumulation des retards de paiement, la multiplication des tracasseries administratives, dans un environnement global toujours très contraignant.

Situation des entreprises

Dans cet environnement morose, les éclairs ont été si rares qu’il convient de saluer les quelques-unes qui sont apparues. Nous voulons évoquer ici le bénéfice des avantages de la loi d’avril 2013 sur les incitations à l’investissement privé, lequel se traduit par quelques projets industriels visibles ; l’opérationnalisation de la plateforme Centrale des Incidents de Paiements (CIP) – Fichier Bancaire National des Entreprises (FIBANE) qui a permis à notre pays de gagner quelques places sur le classement Doing business ; le début de la mise en service de la plateforme du port en eau profonde de Kribi.

Nous ne saurons passer sous silence dans cette catégorie, la priorité accordée par le Président de la République aux difficultés de trésorerie des entreprises, et particulièrement

des Petites et Moyennes Entreprises lors de son message à la Nation du 31 décembre 2017. Dans un communiqué presse qui ne vous a sans doute pas échappé, le Conseil exécutif du Gicam s’est félicité, et à juste titre, de la prise en compte par le Chef de l’État des doléances du Groupement en faveur de la dette des Petites et Moyennes Entreprises et de leur accès au crédit.

Nous avons affirmé notre disponibilité à contribuer et à soutenir les actions qui seront menées, nous le souhaitons, dès les prochaines semaines, une gestion transparente de cette prescription présidentielle. Au demeurant, nous espérons l’extension de l’effort gouvernemental aux crédits de TVA et autres préoccupations des PME dont leur besoin de protection.

II) BILAN DES SIX PREMIERS MOIS DE L’ÉQUIPE GICAM EN ACTION

Comme vous le savez, l’équipe Gicam a été portée à la tête du Groupement le 29 juin dernier sur la base d’un Programme dont la philosophie d’action est sous-tendue par trois orientations fondamentales : le Rassemblement, la Réconciliation et la Refondation.

Suivant ce triptyque, nos six premiers mois ont été denses en activités. C’est ainsi qu’au titre des rencontres avec le Gouvernement, l’équipe du Conseil Exécutif a été reçue en audience par le Premier Ministre, et plusieurs membres du Gouvernement dont les Ministres en charge des Finances, de l’Economie, du Travail, des PME, de l’Industrie, du Commerce. Ce fut non seulement l’occasion de prendre contact, mais aussi et surtout de rappeler, dans les domaines respectifs de ces interlocuteurs, les problèmes qui se posent aux entreprises.

Notre engagement pour la refondation de notre mouvement patronal a été matérialisé, au cours de ce semestre, par un réaménagement de nos Commissions. La volonté ayant guidé cette démarche est de renforcer leur proactivité, leur efficacité et leur contribution à la formulation des prises de position du Groupement.

Nos actions les plus visibles ont sans doute été les quatre grands événements que nous avons organisés et auxquels plusieurs d’entre vous ont sans doute pris part. Le premier a été le tout 1er Forum de la FME tenu le 24 octobre 2017. Cette rencontre a abordé trois thématiques spécifiques relatives aux PME : la protection, la fiscalité et le financement. Le Forum a débouché sur des propositions visant à structurer les efforts du secteur privé et des pouvoirs publics sur la question du développement de la PME.

Le second événement a été le Forum des acteurs de l’Entrepreneuriat féminin. Celui bouclait un programme de 18 mois conduit avec le concours du Bureau international du Travail qui a notamment mobilisé à cet effet des ressources à hauteur de 350 000 dollars, environ 200 millions de Francs CFA. Le Forum a pris note de la formation de 200 femmes entrepreneures en Gestion des entreprises et de 100 femmes en Création et développement des entreprises, ainsi

que la mise en place d’un réseau de formateurs interne au sein du Gicam.

Le troisième événement concernait le Forum Gicam – Partenaires au développement ; une première qui visait à formaliser des contacts constants avec des institutions qui, soit développent des programmes de coopération technique avec le Cameroun, soit assistent techniquement et financièrement le Cameroun dans l’élaboration et la mise en œuvre de ses politiques économiques.

Le quatrième événement et non des moindres est la nuit des pionniers de l’entreprise au Cameroun. Cette rencontre, qui couronnait les festivités marquant le 60ème anniversaire du Gicam, fut un instant de rassemblement et de convivialité pour partager l’idéal de l’entreprise et de l’entrepreneuriat. Nous avons, à cette occasion, souhaité rendre hommage à ceux qui, dès les premières heures du Cameroun indépendant, ont eu le courage d’oser et d’innover, dans la foi et la détermination pour construire l’entrepreneuriat camerounais. A titre symbolique, 60 d’entre eux ont été magnifiés et nous tenons encore aujourd’hui à leur témoigner toute notre admiration.

Concomitamment à ces événements très courus et qui ont été abondamment relayés dans la presse, plusieurs internes ont été engagés. Je voudrais évoquer ici l’Audit institutionnel et organisationnel du Gicam, la rédaction du Livre Blanc de l’Economie Camerounaise, le Groupe de travail sur la fiscalité. Nous aurons l’occasion de revenir sur certains de ces chantiers.

III) PRINCIPALES ORIENTATIONS DE L’ACTION DU GICAM POUR 2018

Dans notre vision de Refondation, de Réconciliation et de Rassemblement rappelée tantôt, l’action du Gicam en 2018, premier exercice complète de l’actuelle mandature, l’action restera guidée par une ambition générale articulée en trois volets : un Gicam de services ; un Gicam d’influence ; un Gicam d’intelligence économique. Dans le premier Volet « Gicam de services », notre volonté est de bâtir une organisation puissante au service de ses membres. Aussi, les actions déjà engagées seront poursuivies et conduites à terme. Il sera entre autres engagé une refondation complète des Services pour renforcer la fonction d’accompagnement des membres, particulièrement des PME/PMI. Notre Business Advisory Services sera notamment reconfiguré en un véritable Centre de Développement des Entreprises et sera le support d’un large éventail de Services à Valeur Ajoutée au bénéfice des PME.

Nous entendons tirer partie des Conventions déjà signées avec des partenaires prestigieux pour promouvoir un Label Gicam et faire bénéficier à ses membres des accès privilégiés et des facilités d’accompagnement dans les domaines tels que la formation, le développement de projets, le règlement des litiges, etc.

Afin de construire un patronat camerounais uni, plus fort, plus représentatif et plus puissant, nous entendons résolument consolider, autour

du Gicam, l’interaction avec les fédérations professionnelles spécialisées et poursuivre le rapprochement entamé avec les autres organisations du secteur privé et les chambres consulaires.

Dans le volet « Gicam d’influence », nous entendons œuvrer à la mise place d’un patronat véritable force de proposition pour les pouvoirs publics et les partenaires au développement. Compte tenu des écueils rencontrés actuellement dans le dialogue avec les pouvoirs publics, nous entendons, au cours ce premier trimestre 2018, procéder à une revue en profondeur des conditions du dialogue économique et social au Cameroun. Il s’agit pour nous de donner notre vision de ce que doivent être les structures formelles ou non du dialogue, le contenu des dialogues, les modes opératoires comme le partage de l’agenda, le suivi des recommandations et leur évaluation.

Plaidoyer

Afin de susciter le changement de paradigme de la politique économique au Cameroun pour équilibrer son centre de gravité entre secteur public et secteur privé, les initiatives visant à étoffer notre capacité de plaidoyer seront progressivement déployées. La première porte sur la publication du « livre blanc » de l’économie camerounaise. Elle sera complétée par la mise en place d’un tableau de bord de l’économie camerounaise qui nous permettra, sur la base des données qualitatives et quantitatives venant des membres, d’élargir et d’affiner nos analyses.

Dans la même veine, les résultats de la task force sur la fiscalité seront publiés au mois d’Avril 2018. Ils proposeront une alternative à notre modèle fiscal, à tout le moins ils fourniront des éléments qui feraient de notre système fiscal un instrument de développement. C’est sur la base de ces éléments que nous entendons améliorer les relations que nous entretenons avec les administrations fiscales et douanières. Nous avons déjà engagé des échanges pour que les plateformes déjà institutionnalisées soient définitivement activées pour qu’un véritable climat de convivialité puisse voir le jour entre, d’une part les administrations fiscales douanières et d’autre part, les contribuables.

Le troisième volet de notre action portera sur la construction d’un Gicam d’intelligence économique ; c’est-à-dire un Gicam de défense et de promotion de ses intérêts et de ses actions. En 2018, les chantiers prioritaires porteront sur la promotion des filières d’excellence et des champions nationaux, le renforcement de la protection de l’industrie locale et la lutte contre le commerce illicite et enfin, la promotion de la bonne gouvernance et de l’éthique en affaires.

Par ailleurs, nous entendons nous impliquer activement dans la révision engagée du Code du Travail. Dans ce chantier comme dans les autres, notre souci premier restera le même : aménager les conditions idoines pour permettre aux entreprises de jouer pleinement leur rôle de créateurs de richesses et d’emplois.

Azap Ndongo (Correspondance particulière)

Au-delà des pistes qui sont explorées, des initiatives sont déjà en cours de réalisation dans certaines villes et leurs environs.

Les communes camerounaises face aux questions de financement dans le cadre de la décentralisation. Voilà, le thème qui a alimenté en décembre dernier, la causerie entre des magistrats communaux de la région de l'Ouest et le directeur des collectivités territoriales décentralisées (CTD), Etienne Owono Owono.

Au cours de cette rencontre, les maires de la région de l'Ouest ont, sous la houlette du Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom), répertorié quelques ressources alternatives de financement des projets destinés à l'amélioration des conditions de vie des populations. Sur la table des échanges: la taxe sur la propriété foncière générée par les biens immeubles d'une population très nombreuse; le Fonds vert (FV) spécialisé dans la lutte contre les changements climatiques (dont les projets d'investissements, éventuellement éligibles, bénéficieront dans leurs montages des expertises des responsables du Riafco et Feicom), les emprunts au Feicom (centimes additionnels) et autres dotations des démembrements de l'Etat et autres impôts.

Pour ce qui est des projets d'investissements financés par le Feicom, les magistrats municipaux sont invités à mettre sur pied des incubateurs de qualité pour les projets à maturité.

«Ce qui impose aux magistrats municipaux de capaciter la ressource humaine municipale pour qu'elle monte des dossiers bancables» a déclaré Augustin Nkamleum

Didier Ndengue

77 collaborateurs du concessionnaire du terminal à conteneurs du Port de Douala ont reçu 108 médailles d'honneur de travail d'argent, de vermeil et d'or le 12 janvier 2018.

2018, l'année s'ouvre dans une ambiance de récompenses au Douala International Terminal (DIT). A la Base navale de Douala, le 12 janvier dernier, quelques personnels de cette entreprise ont été honorés pour leur ardeur au travail et leur sens du devoir. Ils ont reçu à cet effet une centaine de médailles d'honneur de travail au cours d'une cérémonie présidée par le ministre camerounais du Travail et de la sécurité sociale (MINTSS), Grégoire Owona.

Vu la solennité de l'événement, le porte-parole du personnel en a profité pour remercier le MINTSS pour son implication quotidienne sur les chemins de l'amélioration des conditions de travail au sein de cette filiale du groupe Bolloré. Jean Mboundja rassure que DIT a engrangé des points positifs. Il cite, entre autres, «la révision toute récente de l'accord d'établissement qui a permis d'améliorer certaines dispositions de la convention collective nationale des transporteurs maritimes, transitaires et auxiliaires de transport». Le représentant du



Mme Célestine Ketcha Courtès, mairesse de Bangangté, modèle à suivre.

Fosso, directeur de l'ingénierie des projets du développement local du Feicom. Selon Jean Aloïse Biwolé, chef d'agence régionale Ouest du Feicom, la maturation d'un projet consiste à lui donner une étude de faisabilité qui intègre un ensemble d'aspect socioéconomique. «Autrement dit, le projet est-il en lien avec les attentes des populations? Est-il prioritaire? Après avoir répondu par exemple à ces préoccupations, l'on développe les études techniques du projet de façon à maîtriser le coût de sa réalisation. Et c'est à ce niveau que le Feicom intervient pour apporter les ressources complémentaires au cas où la commune est à court des finances nécessaires pour sa réalisation. C'est donc dire que ce n'est pas parce qu'un projet de développement est inscrit dans le plan communal de développement qu'il doit bénéficier d'un financement du Feicom pour sa réalisation», explique-t-il.

BAGANGTÉ, MODÈLE DE GESTION DES BOUES DE VIDANGE

Dans cette ville, le Projet de construction d'un centre de dépotage ou station de traitement des déchets liquides fécaux des latrines en intrant agricole, gestion des boues de vidanges (PGBV) est entré dans sa phase de concrétisation.

Selon Célestine Ketcha Courtès, le chef de l'exécutif communal, le projet tient la route : les études de faisabilité, d'avant-projet sommaire, et les consultations publiques pour l'étude d'impact environnemental ont été effectuées. Cette étude a été validée par le ministère de l'environnement et de la protection de la nature. Les études techniques ont été réalisées et le dossier d'appel d'offre lancé. «Vous savez que lorsqu'on vidange les fosses septiques dans notre région, très souvent, il y a des difficultés à gérer les boues. Nous allons donc construire dans la localité

COMMUNES DE L'OUEST

Cap sur les projets à fort impact socioéconomique

de Noumga, un grand centre régional de dépotage, c'est-à-dire de transformation de boues de vidanges en composts biologiques pour permettre d'accompagner l'agriculture. Il est unique en son genre en Afrique centrale», déclare-t-elle. La fin des travaux est prévue en février 2018; l'acquisition du camion Hydrocureur est en cours pour une livraison mi-janvier 2018. Les comptes sont régulièrement approvisionnés par le (Siaap) et les autres partenaires à concurrence de 100 000 euros soit 66 000 000 francs CFA en fonction des taux de consommation du budget. «Actuellement le taux de réalisation des travaux de construction du centre est de l'ordre 54%. Le coût global du projet est de 462.000.000 francs CFA», dit-elle. Aux dires du chef du Projet, Honoré Tchaewo, Bangangté est une ville au développement durable et le processus tient sur plusieurs points. «Nous avons commencé par la fabrication du compost à partir des ordures ménagères; on a prolongé avec la valorisation des urines comme intrants agricoles. Le vaste projet de gestion des boues de vidanges qui est attendu et qui, d'ici février 2018, connaîtra son opérationnalité, permettra aux agriculteurs de la commune d'avoir une autre composante d'intrant naturel. Ça veut dire que la commune sera capable de récupérer les matières fécales des fosses septiques grâce au camion hydro cureur pour les transformer dans un centre de dépotage. Aux fins d'obtenir un amendement naturel, au même titre que les fientes de poule et le compost organique pour fertiliser les sols», dit-il.

DSCHANG, LEADER DANS LA GESTION DES DÉCHETS ORGANIQUES

Là-bas, apprend-on, la construction des micros centrales électriques pour l'approvisionnement des populations locales en compost et en énergie électrique fait l'objet d'une grande attention. Le maire Beudelaire Donfack et le Pr Emile Temgoua, (1er adjoint au maire de céans et responsable des services techniques de la mairie) sont d'avis qu'en 2017, la gestion des déchets organiques dans le cadre de l'assainissement a connu un pic. L'on est passé de 21 à 41% de collecte de déchets, soit en termes de tonnages 4000 et 7000 (quantités requises pour avoir du compost pour la restauration des sols).

Là-bas aussi, l'on parle de développement durable à travers la promotion des énergies renouvelables, avec en bonne place, la construction d'une micro-centrale hydroélectrique sur les Cascades de la Lingang et le fleuve Lefock. Le projet bénéficie d'une subvention de 410 millions FCFA de l'AFD à travers Nantes-Métropole.

L'autre projet cité par Beudelaire Donfack, c'est celui d'une microcentrale hydroélectrique réhabilitée dans le village de Tchouandeng. Elle fournit déjà 50 Kw d'énergie; le comité de gestion mis sur pied vend le courant aux personnes (57) qui ont souscrit un abonnement à 40 francs CFA/kw contre 50 francs CFA sur le réseau du concessionnaire national.

CÉLÉBRATION

Décoration des personnels à DIT



personnel met toutes ces réalisations à l'actif de leur direction générale, friande du dialogue social prôné par les autorités

administratives. Frederik Klinke, le nouveau directeur de la structure, qui a hérité de l'ambiance instaurée par

son prédécesseur Jakob Sidenius, continue de l'entretenir avec l'aide de ses collaborateurs. Tout en félicitant ses col-

laborateurs honorés ce jour, le directeur général insiste sur la nécessité d'un climat serein en entreprise. A l'en croire, les employés de DIT travaillent dans un environnement où le dialogue social est permanent, et où les conditions de travail et de traitement sont en constante amélioration. «Le respect des droits légaux et réglementaire de nos travailleurs est une valeur fondamentale à DIT», fait savoir le Dg, se félicitant d'avoir un cahier de charges à jour. On se souvient que lors de sa présentation le 24 août 2017 aux autorités portuaires, le gouverneur de la région du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, lui avait demandé de faire «tout ce qui est en son pouvoir, pour entre autres, consolider les acquis, résoudre le problème de congestion». Depuis le lancement de ses activités en 2005, DIT compte 407 collaborateurs permanents, 100 intérimaires et 1200 emplois indirects. 300 personnels ont déjà reçu des distinctions honorifiques.

Aboudi Ottou

ORDINATEURS PB HEV

Les preuves de la surfacturation

Intrigués par le décalage entre le prix de revient allégué et les capacités des netbooks qui leur ont été offerts, des étudiants ont entrepris de faire des recherches sur la valeur réelle de ces machines. Leur trouvaille met en lumière un trop perçu avoisinant les 25 milliards de francs CFA.

Nombre d'étudiants passent de la joie à la déception après avoir reçu les ordinateurs Paul Biya Higher Education Vision (PB Hev) distribués dans le cadre du projet «E-National Higher Education Network». Il y en a qui reçoivent des appareils présentant des défauts de fabrication : systèmes d'allumage ou d'affichage défectueux, batterie endommagée... Certains découvrent que la suite de logiciels Office 365 de Microsoft ne fonctionne pas. Pour d'autres, ces machines ne leur sont d'aucune utilité. Les étudiants qui formulent la dernière plainte sont pour l'essentiel inscrits dans les filières scientifiques et professionnelles. Et déjà, certains vendent leur exemplaire et d'autres l'offrent à leurs parents.

Aux premiers, le ministère de l'Enseignement supérieur (Minsup) répond que le projet a anticipé sur de tels problèmes. «Dans les avions qui sont venus avec les ordinateurs, il y a une tonne de pièces de rechange. Quand on fabrique des ordinateurs, techniquement on sait qu'il y a 2% qui ne marcheront pas», indique Marcel Fouda Ndjodo, inspecteur général des affaires académiques au Minesup, lors d'un entretien avec des journalistes le 28 décembre 2017, quelques jours après la distribution des premiers ordinateurs. Dans la même veine, le ministre de la Communication (Mincom) annonce le 30 du même mois sur son compte tweeter que «deux ingénieurs chinois appelés à apporter leur assistance technique sont déjà au Cameroun. Ils ont pris leurs quartiers provisoirement au Minesup à cet effet. Les étudiants bénéficiaires en difficulté peuvent s'y rendre pour se faire aider». Aux seconds, on assure que «dès le début du mois de janvier, on va leur donner une clé qui va rendre Microsoft Office fonctionnel».

Caractéristiques

Et aux derniers, Marcel Fouda Ndjodo rappelle qu'«il n'existe pas un ordinateur qui serait bon universellement pour tous les usages». Selon le professeur en informatique, les machines distribuées dans le cadre du projet «E-National Higher Education Network» sont «un équipement d'accès au cyberspace». «Si vous avez déjà les moyens d'accéder au cyberspace et que vous avez besoin



Le Minesup Jacques FameNdongo sur la sellette.

de quelque chose de plus spécifique et plus professionnel, vous l'achetez. Le chef de l'Etat ne veut pas résoudre les besoins informatiques spécifiques de tout le monde. Comme homme politique, il veut que les 500 mille étudiants soient dans le cyberspace», précise l'inspecteur général des affaires académiques au Minesup. Lors d'une conférence de presse donnée le 29 décembre, le ministre de la communication abonde dans le même sens. Issa Tchiroma Bakary explique que les PB Hev ont été conçus pour «accéder convenablement aux ouvrages et aux documents numériques acquis dans le cyberspace ; se connecter dans les conditions optimales à l'Internet, en fonction des moyens disponibles au sein de l'environnement (clés internet, Wi-Fi ou de réseaux câblés); de produire des documents académiques et de les transmettre à distance et à volonté ; de stocker dans des supports internes ou externes connectés à l'ordinateur, des ouvrages et tout autre document numérique». D'où ces caractéristiques : un poids d'un kilogramme ; une batterie d'une autonomie d'énergie de 08 heures, un écran de 10 pouces ; un processeur Intel Quad-Core de vitesse 1,44 GHz ; une mémoire vive (RAM) de 2 Go ; un disque SSD d'une capacité de stockage de 32 Go ; une possibilité de stockage de 1 To avec Microsoft Onedrive

Surfacturation

(cloud) ; un système d'exploitation Windows 10 et pour seuls logiciels d'application, la suite Office 365 de Microsoft. Des netbooks en

somme.

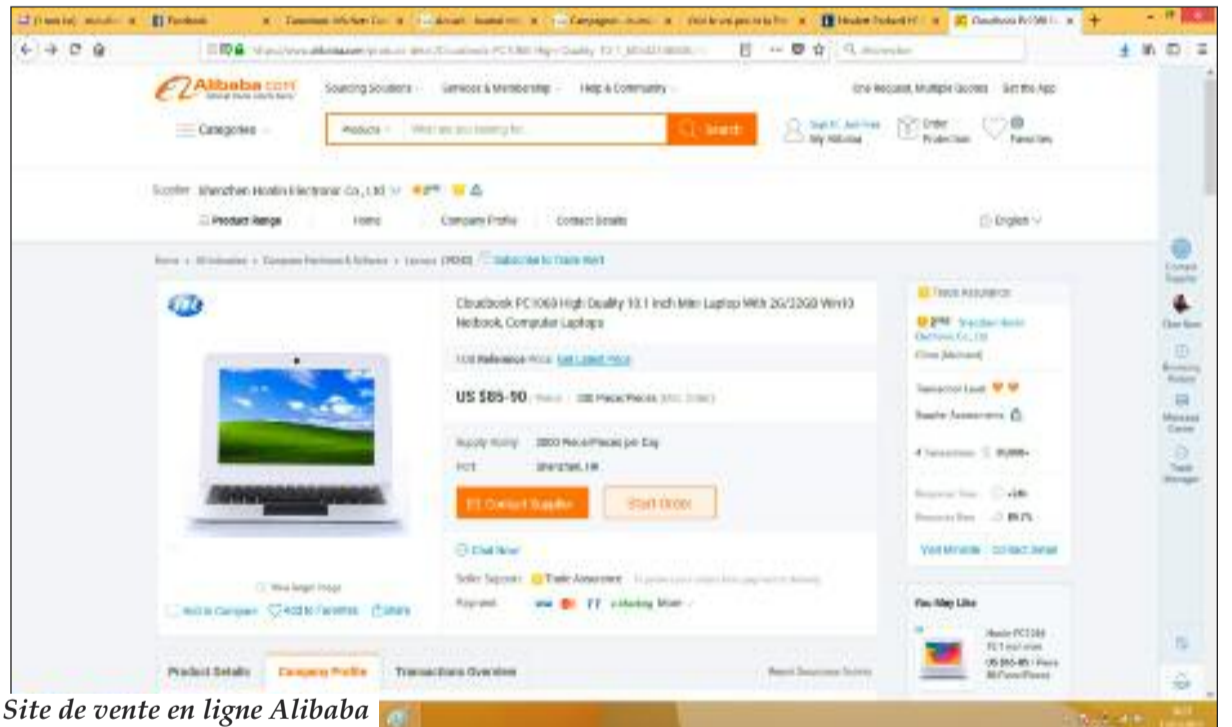
«Le prix de revient de chaque ordinateur est de 300 000 francs CFA», assure Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur, le 26 décembre 2017 en procédant au lancement de la distribution des ordinateurs à l'uni-

versité de Yaoundé I. Prenant le maître d'ouvrage aux mots, les étudiants s'attendent alors à des machines de bien meilleure qualité avant de déchanter. *Ce n'est vraiment pas ce qu'on attendait. Le ministre de l'Enseignement supérieur avait parlé de machines de 300 000 francs CFA l'unité, lesquelles ont quand même certaines caractéristiques»,* regrette Axel Atangana, étudiant en droit à l'université de Yaoundé II-Soa dans les colonnes de Mutations, édition du mardi 09 janvier.

Intrigués par le décalage entre le prix de revient allégué par Jacques Fame Ndongo et les capacités des machines qui leur ont été servies, d'autres bénéficiaires entreprennent alors de faire des recherches sur la valeur réelle des PB Hev. Ils découvrent alors que des sites de vente en ligne commercialisent des netbooks aux mêmes caractéristiques que ceux qui leur ont été distribués à un prix variant entre 85 et 90 dollars (entre 46, 539 et 49,277 francs CFA) pour peu que l'on commande au moins 50 exemplaires (voir Encadrés). Ces netbooks sont d'ailleurs fabriqués dans la ville chinoise de Schenzen comme les netbook PB Hev.

Pourtant, à en croire le Mincom, en commandant jusqu'à 500 mille exemplaires, le Cameroun acquiert ses machines au coût unitaire 100 mille francs CFA, soit un peu plus du double du coût réel. Ce qui cause à l'Etat une perte de plus de 25 milliards de francs CFA. A cette perte, il faut ajouter les intérêts que cette somme va générer, l'opération ayant été réalisée à partir d'un prêt de l'Empire du milieu au Cameroun.

A qui profite cette surfacturation? Comme pour éloigner tout soupçon de détournement, au Minesup on argue que l'argent est parti directement d'Exim Bank China vers Sichuang Communication Telecom Construction Company, l'entreprise chinoise chargée de fabriquer les ordinateurs. Mais cet argument ne permet pas d'écarter, par exemple, la possibilité de rétro-commissions souvent observées dans ce type de transaction. Et même en écartant l'hypothèse des pots - de - vin, il reste la responsabilité du Minesup en tant que maître d'ouvrage. A ce titre, il revient à ce département ministériel de veiller sur les intérêts du Cameroun dans ce projet.



Site de vente en ligne Alibaba



site de vente en ligne GlobalSources

Marcel Fouda Ndjodo, inspecteur général des affaires académiques au Minesup : «Si vous avez déjà les moyens d'accéder au cyberspace et que vous avez besoin de quelque chose de plus spécifique et plus professionnel, vous l'achetez. Le chef de l'Etat ne veut pas résoudre les besoins informatiques spécifiques de tout le monde ».

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT

Vivez la 5^{ème} édition du Salon international de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Yaoundé

**SOUSCRIPTIONS
EN COURS**

INNOVATION

Forum National de l'Industrie

Le Ministère des Mines, de L'Industrie et du développement technologique vous convie au premier Forum National de l'Industrie

Salon International de l'Industrie Agroalimentaire de Yaoundé
Yaounde International Agribusiness Exhibition
2018

5^{ème} Edition

L'unique et le plus grand rendez-vous sous régional de l'Agroalimentaire

Du **23** au **29 Avril 2018**
Esplanade du Palais des Congrès

www.sialy.net
info@sialy.net

Concernés

- LES AGRICULTEURS
- LES PORTEURS DE PROJETS
- LES INSTITUTS DE RECHERCHE
- LES FABRICANTS D'EMBALLAGE
- LES OPERATEURS DE FINANCEMENTS
- LES EQUIPEMENTIERS DU SECTEUR INDUSTRIEL
- LES INDUSTRIELS DU SECTEUR DE L'AGRO-INDUSTRIE
- LES OPERATEURS EN RECHERCHE DE PROCESS DE PRODUCTION
- LES OPERATEURS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
- LES OPERATEURS EN RECHERCHE DE FINANCEMENTS

(257) 242 02 64 87
696 03 57 25
677 69 19 25

MINMIDT



GICAM



Les Besseries du Cameroun



Intégration

